

Enquête financière – Quatrième trimestre 2004

Méthodologie de l'enquête

L'enquête financière, de périodicité trimestrielle, est une enquête de tendance menée, par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France, auprès des établissements de crédit qui sont interrogés sur leur comportement et sur celui de l'ensemble des entreprises et des particuliers. Les questions visent à saisir, sous forme de notations chiffrées, des évolutions (passées ou prévues) relatives aux marchés de prêts et placements et des opinions relatives à des situations (trésoreries, endettement global des entreprises et des particuliers, patrimoine financier des particuliers). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité clientèle de l'établissement interrogé, le critère variant selon la nature de la question. Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des informateurs qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est favorable (trésoreries, patrimoine financier des particuliers) ou importante (endettement global) et celle des informateurs jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est défavorable ou faible.

Vue d'ensemble

Selon les établissements bancaires interrogés, au quatrième trimestre 2004 la situation de trésorerie des entreprises apparaît un peu moins large qu'au trimestre précédent, en particulier dans les petites et moyennes entreprises.

Les difficultés de paiement se sont légèrement atténuées par rapport au trimestre précédent.

Les résultats bruts d'exploitation, comme les besoins en fonds de roulement, ont continué de progresser.

Les besoins de financement à long terme, ainsi que les projets d'investissement, se sont accrus.

Le patrimoine financier des particuliers n'a guère varié par rapport au troisième trimestre.

Le niveau d'endettement global des particuliers s'est légèrement contracté au cours du troisième trimestre ; les difficultés de paiement ont faiblement augmenté.

Au cours du premier trimestre 2005, la demande globale de crédit devrait se renforcer.

*Direction de la Conjoncture
Service des Synthèses conjoncturelles*

1. Le comportement des établissements de crédit

Le comportement des établissements de crédit

	<i>(solde des opinions)</i>							
	2003				2004			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Rémunération des placements :								
des particuliers	- 23	- 26	- 30	- 9	- 10	2	0	- 1
des entreprises	- 24	- 29	- 18	- 7	- 7	- 2	- 1	- 8
Taux des crédits :								
aux particuliers	- 43	- 54	- 5	- 2	- 26	14	- 8	- 20
aux entreprises	- 21	- 43	- 4	1	- 14	1	- 14	- 16
Prix des services :								
aux particuliers	16	9	5	9	11	7	11	8
aux entreprises	18	4	8	7	8	5	3	6
Marges bancaires	- 16	- 9	- 4	- 3	- 16	- 19	- 16	- 17
Évolution prévue de la demande de crédit	5	18	22	27	26	23	27	24

Au quatrième trimestre, la concurrence entre les établissements de crédits est vive dans la distribution du crédit aux particuliers, notamment pour les prêts immobiliers.

Les conditions créditrices et, plus encore, débitrices se sont repliées.

Parallèlement, les marges bancaires se sont un peu contractées, en liaison avec une baisse des taux d'intérêt.

Les prix des services ne progressent que très légèrement d'un trimestre à l'autre, la plupart des revalorisations auront lieu en début d'année 2005.

Pour les prochains mois, les établissements de crédit prévoient une croissance toujours soutenue de la demande globale de crédit.

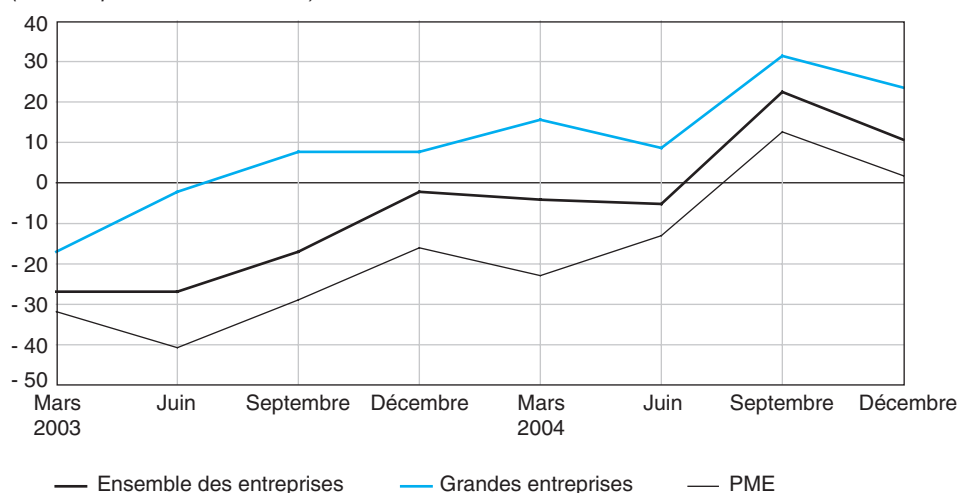
2. Le comportement des entreprises

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'ensemble des entreprises

	2003				2004			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Situation de trésorerie en fin de période								
Ensemble des entreprises	- 27	- 27	- 17	- 2	- 4	- 5	23	11
Grandes entreprises	- 17	- 2	8	8	16	9	32	24
PME	- 32	- 41	- 29	- 16	- 23	- 13	13	2
Situation de trésorerie prévue								
Ensemble des entreprises	- 21	- 15	- 23	6	- 5	0	3	7
Grandes entreprises	- 16	3	11	14	7	12	7	18
PME	- 24	- 16	- 26	6	- 15	- 2	2	2
Difficultés de paiement	17	17	15	8	2	3	- 4	- 3
Résultats bruts d'exploitation	- 41	- 41	- 39	- 14	- 20	- 3	5	10
Besoins en fonds de roulement	18	11	14	9	19	13	1	3
Investissements globaux	- 60	- 16	- 13	15	- 13	14	9	12
Autorisations nouvelles et renouvellements de crédits à court terme	- 12	7	8	8	- 5	5	- 11	- 2
Utilisations nouvelles de prêts à moyen et long termes	- 43	- 13	6	28	- 2	17	11	15
Situation de l'endettement global	- 1	2	8	15	- 1	- 1	- 13	1
Dépôts à vue (encours moyen)	- 24	- 1	2	1	1	9	17	22
Placements nouveaux liquides	- 25	- 13	- 15	- 20	- 13	- 5	- 5	3
Placements nouveaux en titres négociables	- 22	- 2	1	- 5	8	0	8	15
dont : Titres d'OPCVM	- 19	- 2	6	- 1	5	4	12	18
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	10	16	19	24	17	16	11	5
Évolution prévue de la demande de crédits à moyen et long termes	- 16	4	12	28	19	20	23	12

Situation de trésorerie des entreprises

(solde d'opinions – séries brutes)



La trésorerie des entreprises s'est resserrée, mais elle demeure globalement satisfaisante et largement supérieure à sa moyenne de longue période.

Au cours des prochains mois, les trésoreries devraient connaître un léger redressement pour l'ensemble des entreprises ; la situation des grandes firmes demeurerait plus favorable que celle des petites et moyennes.

Les résultats bruts d'exploitation se sont améliorés, mais les besoins en fonds de roulement se sont légèrement accrus, sous l'effet de l'allongement des délais de règlement et du coût relativement élevé des matières premières.

Les difficultés de paiement se sont atténuées et ne concernent qu'un nombre réduit de firmes; les autorisations nouvelles et les renouvellements de crédit à court terme ont peu évolué : les banques font toujours preuve de prudence dans l'octroi de concours à de nouveaux clients, et les entreprises sollicitent moins souvent qu'auparavant la simple reconduction des autorisations existantes.

Les investissements globaux sont apparus légèrement plus soutenus qu'au trimestre précédent, entraînant une progression des demandes de prêts à moyen et long termes.

L'endettement global évolue peu.

Les encours des dépôts à vue, en attente d'emploi, continuent de se reconstituer durant la période sous revue.

Les placements nouveaux, quelle que soit leur forme (liquides ou en titres négociables), ont progressé.

Au cours des prochains mois, selon les établissements de crédit interrogés, la demande de crédit de trésorerie devrait enregistrer une hausse d'ampleur plus modérée qu'au quatrième trimestre 2004 ; de même, la demande de prêts à moyen et long termes progresserait moins vivement qu'au trimestre précédent.

3. Le comportement des particuliers

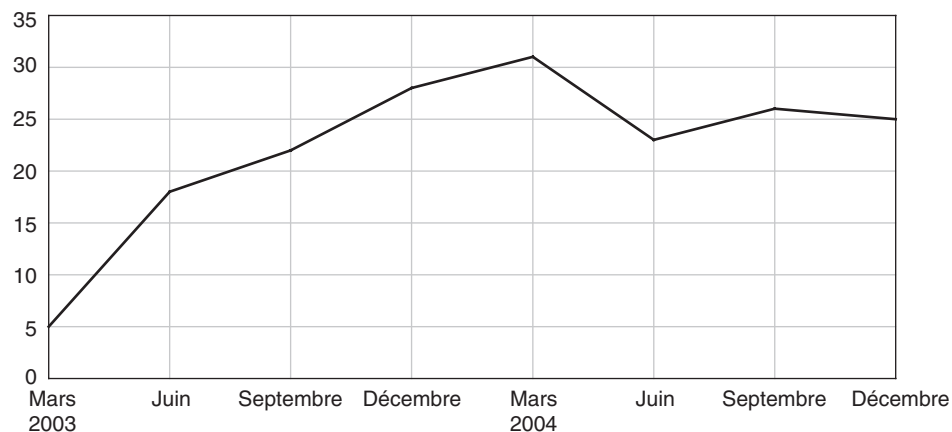
3.1. Les comportements d'épargne

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'épargne des particuliers

	2003				2004			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Situation du patrimoine financier	5	18	22	28	31	23	26	25
Encours moyen des dépôts à vue	7	21	16	30	28	37	26	29
Encours moyen des livrets	49	45	16	25	22	15	22	31
Placements nouveaux en comptes à terme et certificats de dépôt	- 25	- 36	- 33	- 35	- 24	- 8	- 8	- 21
Placements nouveaux en PEL	11	0	10	7	- 9	- 20	- 19	- 3
Placements en actions	- 61	- 34	- 17	7	13	9	- 8	- 1
Placements en obligations	- 13	- 12	- 14	- 13	- 3	- 2	- 4	- 2
Placements en OPCVM court terme	- 5	- 3	- 1	4	10	- 1	5	- 3
Placements en autres OPCVM	- 10	- 3	8	12	28	21	9	15

Patrimoine financier des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



La situation du patrimoine financier des ménages n'a guère varié au cours du quatrième trimestre.

Les encours moyens des dépôts à vue et des livrets ont continué de progresser, en liaison avec les encaissements traditionnels du mois de décembre (versement des primes de fin d'année, treizième mois...) conjugués au déblocage exceptionnel de l'épargne salariale et aux mesures fiscales liées aux donations effectuées au profit des enfants et des petits-enfants.

Parallèlement, les placements en comptes à terme et en certificats de dépôt et, dans une moindre mesure, les placements nouveaux en PEL se sont réduits.

Le succès de l'assurance, et plus particulièrement de l'assurance vie, ne diminue pas.

Dans le même temps, le PERP (plan épargne retraite populaire) connaît un démarrage assez lent malgré une forte sollicitation des épargnants.

Les placements nouveaux en obligations et en actions ont, de nouveau, légèrement diminué.

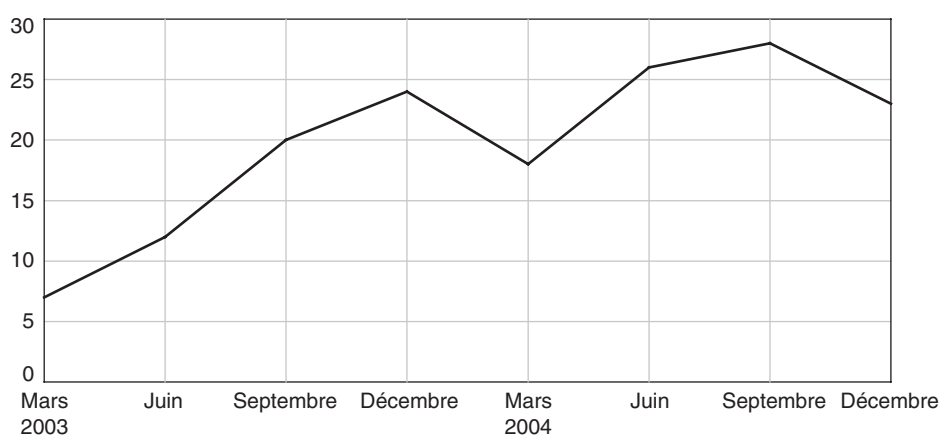
3.2. Les comportements d'endettement

Solde des opinions portées par les établissements de crédit sur l'endettement des particuliers

	2003				2004			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.
Situation de l'endettement global	7	12	20	24	18	26	28	23
Difficultés de paiement	10	7	7	9	5	0	4	3
Autorisations et renouvellements de crédits de trésorerie	- 3	19	21	14	2	10	7	6
Utilisations nouvelles de prêts personnels	10	30	22	31	10	21	24	22
Utilisations nouvelles de prêts immobiliers	46	65	62	63	56	74	49	43
Évolution prévue de la demande de crédits de trésorerie	17	14	14	17	24	21	17	17
Évolution prévue de la demande de crédits immobiliers	33	32	26	33	44	39	18	22

Endettement global des particuliers

(solde d'opinions – séries brutes)



Au cours du quatrième trimestre, l'endettement global des ménages s'est légèrement contracté.

Les difficultés de paiement ont faiblement progressé en fin de période.

Les utilisations nouvelles de crédits de trésorerie et les utilisations nouvelles de prêts personnels augmentent en raison, notamment, de la hausse des dépenses de consommation des ménages.

Les utilisations nouvelles de prêts immobiliers ont progressé à un rythme légèrement moins soutenu qu'aux trimestres précédents : si le nombre des opérations semble, selon certains banquiers, se réduire quelque peu, en revanche, les montants des opérations immobilières connaissent une progression continue, en liaison avec la hausse des prix.

Les prévisions des établissements interrogés sont plutôt confiantes pour la période à venir. Ainsi, au cours des prochains mois, une augmentation de la demande est attendue : elle serait soutenue pour les crédits immobiliers, plus faible pour les crédits de trésorerie.